


**Annexe 5 – Fiche technique pour la thématique
"Transition numérique des territoires"**

UNE EUROPE PLUS INTELLIGENTE

Fonds	FEDER
Priorité 1	Soutenir la recherche, l'innovation, la transformation numérique et la compétitivité des PME en Île-de-France.
Objectif spécifique 1.2	Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics.
Type d'action 1.2.1	Faciliter la transition numérique des territoires par la création et le développement de nouveaux lieux et services
Critères de sélection des projets par les territoires ITI	
Projets financés	<ul style="list-style-type: none"> - La création ou reconfiguration d'espaces dédiés à des nouveaux modes de travail, collaboratif et à distance, s'appuyant sur les technologies numériques (tiers-lieux, télécentres, espaces de coworking, fablabs, medialabs, ...) pour les coûts liés : <ul style="list-style-type: none"> - aux études de préfiguration et de positionnement du tiers-lieu au sein de l'écosystème territorial (définition de la stratégie d'occupation/animation/pérennisation du lieu ou étude de marché visant à décrire le besoin, le public visé, le partenariat territorial, les actions envisagées, etc.), - aux travaux de construction, de rénovation, d'aménagement, d'exploitation et animation pour les 24 premiers mois d'utilisation du site ; - dans le cas de tiers-lieux existants et sous-utilisés, le FEDER pourra co-financer des études de diagnostic afin de réajuster le positionnement du tiers-lieu. - La création d'espaces dédiés à des nouveaux modes d'études et d'enseignements s'appuyant sur les technologies numériques : coûts liés aux études de préfiguration, aux travaux de construction, de rénovation, d'aménagement, d'exploitation et d'animation pour les 24 premiers mois d'utilisation. - Les études et investissements liés à la mise en place de plateformes open data et au développement de nouveaux services numériques. Dans le cadre des plateformes de données, les projets pourront viser la mise en place de plateformes de données ouvertes, ainsi que l'ouverture et le partage de données sectorielles d'intérêt, et les activités permettant le partage multi-acteurs de données (données ouvertes accessibles à tous ou partagées dans le cadre d'accords de gré à gré) dans une logique de data hub. - Le développement d'outils et d'équipements numériques innovants améliorant la qualité de vie des citoyens et transformant les territoires.
Porteurs de projets (groupes cibles)	<ul style="list-style-type: none"> - Les organismes et établissements d'enseignement supérieur, de recherche et de formation. - Les établissements publics. - Les GIP (Groupement d'intérêt public). - Les collectivités territoriales. - Les EPCI. - Les associations. - Les PME.

Temporalité	Réalisation des opérations à partir du 1^{er} janvier 2022 . Durée de réalisation de l'opération : entre 12 et 48 mois sauf dérogation exceptionnelle justifiée par l'AG.
Périmètre géographique	Île-de-France. Le périmètre de réalisation physique des opérations est le territoire ITI (voir la liste des communes telle que précisée dans la convention de délégation de tâches).
Mode de financement	Subvention.
Prise en compte des priorités transversales	L'opération doit contribuer aux quatre priorités transversales suivantes : - veiller au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des fonds ; - prendre en compte et favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre ; - prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap (notamment par la prise en compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées), l'âge ou l'orientation sexuelle ; - promouvoir le développement durable, notamment en prenant en compte le principe d'éco-conditionnalité dans les projets de construction/rénovation par un usage de matériaux sans impact négatif sur l'air, le sol, l'eau, les réservoirs de carbone et la biodiversité.
Analyse de la faisabilité	La faisabilité de l'opération est analysée au regard de : - la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FEDER ; - la capacité de l'opérateur à respecter les obligations communautaires en termes de publicité ; - la capacité de l'opérateur à contribuer à l'atteinte des indicateurs de réalisation et de résultat (voir ci-dessous).
Modalités de mise en œuvre	
Enveloppe FEDER dédiée	Type d'action n°1.2.1 : 27 M€ dont 21 M€ (ITI) et 6 M€ (Région)
Taux d'intervention FEDER	Le taux d'intervention du FEDER doit être compris entre 30% minimum et 40% maximum du coût total éligible de l'opération au moment du dépôt de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction après ajustement éventuel du plan de financement. Un taux différent pourra éventuellement être appliqué sur dérogation expresse de l'Autorité de gestion, telle que validée par le CRP (Comité régional de programmation).
Coût total éligible	Le montant minimum retenu par l'Autorité de gestion ne peut pas être inférieur à 200 000€. Pour les projets supérieurs à 12 mois, le CTE (coût total éligible) doit atteindre au minimum 100 000€ par tranche annuelle au moment du dépôt de la demande de subvention.

Options de coûts simplifiés (OCS)	OCS réglementaires	15%, 20%, 40% ou 1720 heures
	OCS spécifiques	Sans objet
Principaux postes de dépenses éligibles	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes. - Dépenses d'investissements : travaux (hors VEFA), équipements. - Prestations intellectuelles, prestations de service. - Dépenses de personnel. 	
Aides d'Etat	<p>L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat se fait au moment de l'instruction et de l'octroi de chaque financement lorsque la mesure d'aide est susceptible d'être qualifiée d'aide d'Etat au sens de la réglementation européenne.</p> <p>Si le porteur est soumis à cette réglementation compte tenu de son statut, de son activité, de la nature de l'opération et de la mesure d'aide, l'Autorité de gestion vérifiera si l'aide est compatible avec les règles européennes.</p> <p>La ou les base(s) juridique(s) exposée(s) ci-dessous constituent une indication pour l'analyse de cette compatibilité et n'engage(nt) pas l'Autorité de gestion sur la qualification définitive des opérations au regard de la réglementation des aides d'Etat.</p> <p>Il s'agit d'une indication purement informative sans valeur juridique. Seule la décision finale d'octroi engage l'Autorité de gestion sous réserve que le porteur respecte l'ensemble des conditions générales et particulières régissant la mesure d'aide.</p> <p>Base juridique (susceptible d'évoluer en cours de programmation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Règlement (UE) n°2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. - Règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. - Régime cadre exempté de notification n°SA.58995, relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2023. - Régime cadre exempté de notification n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023. - Régime cadre exempté de notification n°SA.58980, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023. <p> Si l'opération est soumise à un régime d'aide d'état, la règle de l'incitativité de l'aide s'applique (sauf exceptions).</p> <p>Ce principe vise à garantir que l'aide constitue une incitation à développer des activités ou projets nécessaires et à exclure les aides en faveur d'activités que le bénéficiaire entreprendrait de toute façon, même en l'absence d'aide.</p> <p>Ainsi, pour démontrer cet effet incitatif, le porteur de projet doit présenter une demande d'aide avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question, qui contient au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et la taille de l'entreprise ; - une description du projet, de sa durée et de sa localisation ; - une liste des coûts du projet ; - le type d'aide demandé et son montant. <p><i>Si cet effet n'est pas démontré, alors l'aide n'est pas autorisée.</i></p>	

<p>Commande publique</p>	<p>Il est nécessaire de vérifier la nature juridique de la structure porteuse du projet.</p> <p>- Cas des personnes morales de droit privé soumises à la commande publique :</p> <p>- les "personnes morales de droit privé" créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et dont :</p> <p>a) soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur,</p> <p>b) soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur,</p> <p>c) soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur ;</p> <p>- les organismes de droit privé constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun.</p> <p>- Les personnes morales de droit public sont soumises aux règles de la commande publique (Etat, collectivité territoriale, etc..).</p>	
<p>Indicateurs</p>	<p>Indicateurs de réalisation</p>	<p>RCO13 – Valeur des produits, services et processus numériques élaborés pour les entreprises</p> <p>RCO14 - Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numériques</p> <p>RCO74 – Population couverte par les projets</p> <p>RCO75 - Nombre de stratégies de l'ITI et d'autres outils territoriaux</p>
	<p>Indicateurs de résultat</p>	<p>RCR11 – Utilisateurs de services, produits et procédés numériques, publics, nouveaux et réaménagés</p> <p>RCR12 – Utilisateurs de produits, services ou applications numériques nouveaux ou améliorés et élaborés par des entreprises</p>